

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REGEAL

3 avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Références : IC-R/524/25-HF/SF
Code AIOT : 0005101072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement REGEAL implanté AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 Compiègne. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site REGEAL AFFINET de Compiègne est soumis au système d'échange de quotas de l'Union Européenne pour son activité de seconde fusion d'aluminium.

A ce titre, l'exploitant doit chaque année, avant le 28 février, déclarer ses émissions de CO₂ sur la base d'un Plan De Surveillance (PDS) et il peut, avant le 31 mars de chaque année, déclarer ses niveaux d'activité sur la base d'un Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) afin d'obtenir une allocation de quotas gratuits.

La visite du 27 novembre 2025 a pour but de vérifier que les éléments décrits dans les PDS et PMS sont bien pris en compte sur le site.

D'autre part, le site relève de la directive européenne IED pour le BREF NFM (Non Ferrous Metal), dont les conclusions sont parues en juin 2016. Pour son exploitation, le site devait se conformer aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans ce BREF avant juin 2020.

La visite a pour but de faire le point sur la mise en place des MTD 1 et 2 (MTD 1 = système de management environnemental et MTD2 = gestion de l'énergie) décrites dans le BREF NFM.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGEAL
- AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site REGEAL produit des alliages d'aluminium de 2nd fusion par la refusion de déchets d'aluminium provenant de sites industriels ou provenant de la collecte des déchets ménagers. La fusion est réalisée dans 3 fours rotatifs à bain de sel pour la fusion et dans 2 fours dit "réverbères" pour l'affinage, les fours fonctionnent au gaz naturel. Une unité de séchage dite CTT4 pour la production de tournures sèches fonctionne avec un fioul dit 100RED.

Compte tenu du contexte économique, les fours "réverbères" et l'unité CTT4 sont à l'arrêt depuis fin 2023. L'utilisation du combustible 100RED a donc été arrêtée en 2023.

Actuellement, seuls les fours rotatifs fonctionnant au gaz naturel sont en activité. Les quantités produites sur le site sont en nette baisse depuis 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	MTD1 du BREF NFM (NON FERROUS METAL)	Règlement européen du 13/06/2016, article MTD 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PDS	Arrêté Ministériel du 21/12/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Approbation	article 5	
2	PDS/aer Calcul des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 24	Sans objet
3	PMS/ sous installation combustible	Règlement européen du 19/12/2018, article 2	Sans objet
5	MTD2 du BREF NFM (NON FERROUS METAL)	Règlement européen du 13/06/2016, article 2a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la partie relative au système d'échange de quotas d'émission de l'UE:

- le site dispose d'une bonne organisation pour le recueil des données nécessaires aux déclarations des émissions de CO₂ et des niveaux d'activité ;
- le site remplit ses obligations liées au système d'échange de quotas CO₂.

Concernant la partie relative aux Meilleures Technologies Disponibles applicables, sur ce site, depuis juin 2020 (BREF NFM) :

- il a été demandé à l'exploitant de se conformer à la MTD 1 en mettant en place, dans des délais courts, un système de management environnemental ;
- il a été constaté que le site prend en compte la problématique de l'efficacité énergétique et que plusieurs actions ou études ont été réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PDS Approbation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5
Thème(s) : Autre, Modifications du plan de surveillance
Prescription contrôlée : Si les informations contenues dans le plan de surveillance de l'installation n'apparaissent pas conformes aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé, l'autorité compétente demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance, et précise les motifs de cette demande. L'exploitant dispose alors de quatre semaines pour adresser à l'autorité compétente un nouveau plan de surveillance.
Constats :

<p>Le site a déposé un Plan De Surveillance (PDS) pour la période 2026 - 2030 en utilisant le template imposé par la commission européenne.</p> <p>Ce plan de surveillance est référencé " PDS_installations_fr_20241217V8". Il a été approuvé le 17 septembre 2025.</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'écart entre les éléments décrits dans le PDS et le suivi, sur le site, des données à déclarer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : PDS/aer Calcul des émissions

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 24</p>
<p>Thème(s) : Autre, Calcul des émissions par la méthode standard</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans la méthode standard, l'exploitant calcule les émissions de combustion, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la quantité de combustible consommée, exprimées en térajoules sur la base du pouvoir calorifique inférieur (PCI), par le facteur d'émission correspondant, exprimé en tonnes de CO₂ par térajoule (t CO₂/TJ), en accord avec l'utilisation du PCI, et par le facteur d'oxydation correspondant</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PDS du site décrit 3 flux : 1 flux de gaz naturel, un flux de bicarbonate de sodium et un flux de fioul REDII.</p> <p>Sur les années 2024 et 2025, seuls le gaz naturel (utilisé pour le process) et le bicarbonate de sodium (utilisé pour le traitement des fumées) ont été mis en œuvre sur le site. Le fioul n'est actuellement plus utilisé suite à l'arrêt temporaire des chaudières</p> <p>Lors de la visite, les données 2024 relatives à la consommation et au PCS/PCI du gaz naturel ont été vérifiées. Ces éléments ont servi à la déclaration des émissions du site (déclaration de février 2025).</p> <p>Il n'est pas apparu d'écart avec les valeurs déclarées.</p> <p>Le site utilise les méthodes standards pour sa déclaration annuelle.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PMS/ sous installation combustible

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Définitions sous installations combustible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins du présent règlement, on entend par: «sous-installation avec référentiel de combustibles»: les intrants, les extrants et les émissions correspondantes qui ne relèvent pas d'une sous-installation avec référentiel de produit et qui sont liés à la production, par la combustion de combustibles, de chaleur non mesurable consommée pour la fabrication de produits, pour la production d'énergie mécanique autre que celle utilisée aux fins de la</p>

production d'électricité, ou pour le chauffage ou le refroidissement, à l'exclusion de la consommation aux fins de la production d'électricité, y compris la mise en torchère pour des raisons de sécurité;
<p>Constats :</p> <p>La sous-installation principale du site est la sous-installation combustible qui correspond au fonctionnement des fours. Depuis juin 2023, certains fours (fours réverbères) sont à l'arrêt ainsi que l'installation de séchage (CTT4) qui fonctionnait avec du fioul dit "100RED". Le montant des quotas gratuits alloué à cette sous-installation a été adapté à la baisse.</p> <p>Nota : depuis fin 2023, des radiateurs électriques sont utilisés pour le chauffage des locaux, le site a mis à l'arrêt les chaudières des bâtiments administratifs. La sous-installation chaleur qui est déclarée dans le PMS n'a plus de raison d'être maintenue, mais l'exploitant, qui n'a pas démonté ces chaudières, souhaite maintenir cette sous-installation. Aucun quotas gratuits n'est alloué à cette sous-installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD1 du BREF NFM (NON FERROUS METAL)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2016, article MTD 1
Thème(s) : Autre, Performance des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.1.1. Systèmes de management environnemental (SME) MTD 1.</p> <p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; b) définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue de l'installation ; c) planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; d) mise en œuvre des procédures, axée sur les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> i) organisation et responsabilité ; ii) recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; iii) communication ; iv) participation du personnel ; v) documentation ; vi) contrôle efficace des procédés ; vii) programmes de maintenance ; viii) préparation et réaction aux situations d'urgence ; ix) respect de la législation sur l'environnement ; e) contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : <ul style="list-style-type: none"> i) surveillance et mesure (voir également le document de référence relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les

émissions industrielles — ROM) ; ii) mesures correctives et préventives ; iii) tenue de registres ; iv) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; f) revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ; g) suivi de la mise au point de technologies plus propres ; h) prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ; i) réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur.
Constats : Le site n'a pas mis en place de système de management environnemental (SME). Notamment, lors de la visite, aucune déclaration d'engagement n'a pu être produite et l'exploitant ne réalise toujours pas une analyse comparative des performance de l'usine sur son secteur. L'exploitant a signalé que le site se met en ordre de marche (formation) pour obtenir la certification ISO 50 001. Il est à noter que ce point avait déjà été mentionné dans le dossier de ré-examen IED en date du 28 juillet 2017. La mise en place d'un système de management environnemental devait être effectif au 30 juin 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Mettre en place un système de management environnemental dans des délais brefs
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : MTD2 du BREF NFM (NON FERROUS METAL)

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2016, article 2a
Thème(s) : Autre, système de gestion de l'efficacité énergétique
Prescription contrôlée : 1.1.2. Gestion de l'énergie MTD 2. Afin d'utiliser efficacement l'énergie, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques énumérées ci-dessous. Technique Applicabilité a/ Système de gestion de l'efficacité énergétique (ISO 50001, par exemple) : Applicable d'une manière générale b/ Brûleurs à récupération ou régénération : Applicable d'une manière générale c/ Récupération de chaleur (vapeur, eau chaude, air chaud, par exemple) à partir de la chaleur résiduelle issue des procédés : Uniquement applicable aux procédés pyrométallurgiques d/ Oxydation thermique régénérative : Applicable uniquement pour la réduction des émissions d'un polluant combustible

e/ Préchauffage de la charge du four, de l'air de combustion ou du combustible par récupération de la chaleur des gaz générés lors de la phase de fusion: Uniquement applicable au grillage ou à la fusion de minerai/concentré sulfuré et à d'autres procédés pyrométallurgiques

f/ Augmentation de la température des liqueurs de lixiviation par récupération de la chaleur résiduelle provenant de la vapeur ou de l'eau chaude générées par les procédés: Uniquement applicable à la production d'alumine ou aux procédés hydrométallurgiques

g/ Utilisation des gaz chauds provenant des goulottes en tant qu'air de combustion préchauffé: Uniquement applicable aux procédés hydrométallurgiques

h/ Utilisation d'air enrichi en oxygène ou d'oxygène pur dans les brûleurs pour réduire la consommation d'énergie en permettant la fusion autogène ou la combustion complète des matières carbonées: Applicable uniquement aux fours utilisant des matières premières soufrées ou carbonées

i/ Sécher les concentrés et les matières premières humides à basse température: Applicable uniquement lorsqu'il y a séchage

j/ Récupération du contenu énergétique chimique du monoxyde de carbone produit dans un four électrique ou dans un haut fourneau/four vertical en utilisant les effluents gazeux comme combustible, après élimination des métaux, dans d'autres procédés de fabrication ou pour produire de la vapeur/de l'eau chaude ou de l'électricité: Uniquement applicable aux effluents gazeux ayant une teneur en CO > 10 % en volume. L'applicabilité dépend également de la composition de l'effluent gazeux et peut être limitée si le débit n'est pas continu (procédés discontinus).

k/ Recirculation des effluents gazeux dans un brûleur oxy-fuel afin de récupérer l'énergie contenue dans le carbone organique total présent: Applicable d'une manière générale

l/ Isolation appropriée des équipements à haute température tels que les conduites de vapeur et d'eau chaude: Applicable d'une manière générale

m/ Utilisation de la chaleur générée par la production d'acide sulfurique à partir de dioxyde de soufre pour préchauffer le gaz dirigé vers l'unité d'acide sulfurique ou pour produire de la vapeur et/ou de l'eau chaude: Uniquement applicable aux unités de production de métaux non ferreux intégrant une production d'acide sulfurique ou de SO liquide

n/ Utilisation de moteurs électriques à haut rendement équipés d'un variateur de fréquence pour les équipements tels que les ventilateurs: Applicable d'une manière générale

o/ Utilisation de systèmes de commande qui activent automatiquement le système d'extraction d'air ou adaptent le taux d'extraction en fonction des émissions réelles: Applicable d'une manière générale

Constats:

Le site mène, depuis quelques années, des études afin d'améliorer l'efficacité énergétique du site:

- les moteurs des fours et des ventilateurs sont munis de variateurs;
- la modification de l'éclairage du site (passage en LED) est en cours de finalisation;
- des investissements ont été réalisés pour transférer directement les flux d'aluminium fondu depuis l'un des fours rotatifs vers les fours réverbères. Cette amélioration est réalisée, mais la faible production du site ne permet pas son utilisation (fours réverbères à l'arrêt depuis fin 2023);
- des études ont été menées pour utiliser un mode oxy-gaz dans les fours (apport d'air enrichi en oxygène pour améliorer la combustion). Le site reste en attente des investissements pour réaliser ces modifications.

Le site prend en compte la thématique de l'efficacité énergétique.

Type de suites proposées: Sans suite

